



Le contrôle des exportations des biens à double usage en France

Réunion Club Clé Douanes 30 mars 2015



Sommaire

I – Définitions

II – Le contrôle des exportations de biens à double usage

- *Les 4 régimes de contrôle en « amont » de la réglementation*
- *Le règlement communautaire 428/2009 modifié*
- *La mise en œuvre nationale du contrôle*
- *Ce que doivent retenir les exportateurs*

III – Les biens à double usage et... les autres

- *Les régimes de sanctions (Syrie, Iran, Russie)*
- *Les droits de l'homme*
- *L'extinction des licences L02 (hélicoptères et gaz lacrymogènes)*

IV – Performances du SBDU

- *Meilleurs délais de réponse pour les licences individuelles*
- *Délais de réponse aux demandes spécifiques (DHL) en constante diminution, malgré une augmentation du nombre de celles-ci*
- *Le SBDU s'exporte lui-même en remportant l'appel d'offres Outreach de l'Union Européenne*
- *EGIDE : bientôt des demandes de licences électroniques*
- *2015 : Poursuite des simplifications : modifications des textes et reprise des LGx*

I - Définitions

1 – Le règlement européen

Le règlement (CE) n°428/2009 (modifié en dernier lieu par (UE) n°1382/2014) « institue un régime communautaire de contrôle des exportations, des transferts, du courtage et du transit de biens à double usage » .

(article 1 du règlement, annexe 4 du règlement)

2 – La lutte contre la prolifération des armes de destruction massive

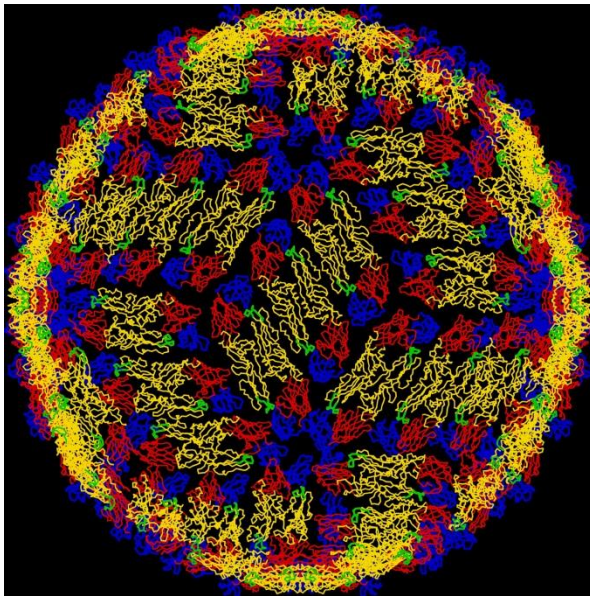
« L'Union européenne doit utiliser tous les instruments dont elle dispose pour empêcher — notamment par la dissuasion —, pour arrêter et, si possible, éliminer les programmes de prolifération qui sont une cause d'inquiétude au niveau mondial » (Stratégie de l'Union européenne contre la prolifération des armes de destruction massive adoptée par le Conseil européen le 12 décembre 2003)

3 – Les « biens à double usage »

« On entend par biens à double usage, les produits, y compris les logiciels et les technologies, susceptibles d'avoir une utilisation tant civile que militaire ; ils incluent tous les biens qui peuvent à la fois être utilisés à des fins non explosives et entrer de manière quelconque dans la fabrication d'armes nucléaires ou d'autres dispositifs nucléaires explosifs ».

(article 2 du règlement (CE) n°428/2009)

I - Définitions : exemples de BDU



Du plus grand au plus petit (annexe I du règlement) :

- une centrale nucléaire et ses composants les plus critiques ;
- un laboratoire P4 et ses composants les plus critiques ;
- un satellite ;
- une cuve en acier émaillé pour l'industrie chimique ;
- une machine-outil de très haute précision pour l'industrie aéronautique ;
- une turbine à gaz pour hélicoptère ;
- des vannes et robinets spécifiques pour les industries nucléaires, chimique ou pétrolière ;
- des centrales à inertie pour la navigation aéronautique ;
- des composants électroniques pour l'industrie spatiale ;
- des détecteurs infrarouge pour la sécurité ou l'industrie ;
- des souches bactériologiques pour la recherche médicale ou vétérinaire ;
- des composés chimiques pour l'industrie chimique ou biologique (tri-éthanolamine) ...

• **MAIS PAS SEULEMENT**



Sommaire

I – Définitions

II – Le contrôle des exportations des biens à double usage

- *Les (4) régimes internationaux de contrôle*
- *Le règlement communautaire (CE) n°428/2009 (modifié)*
- *La mise en œuvre nationale du contrôle*
- *Ce que doivent retenir les exportateurs*

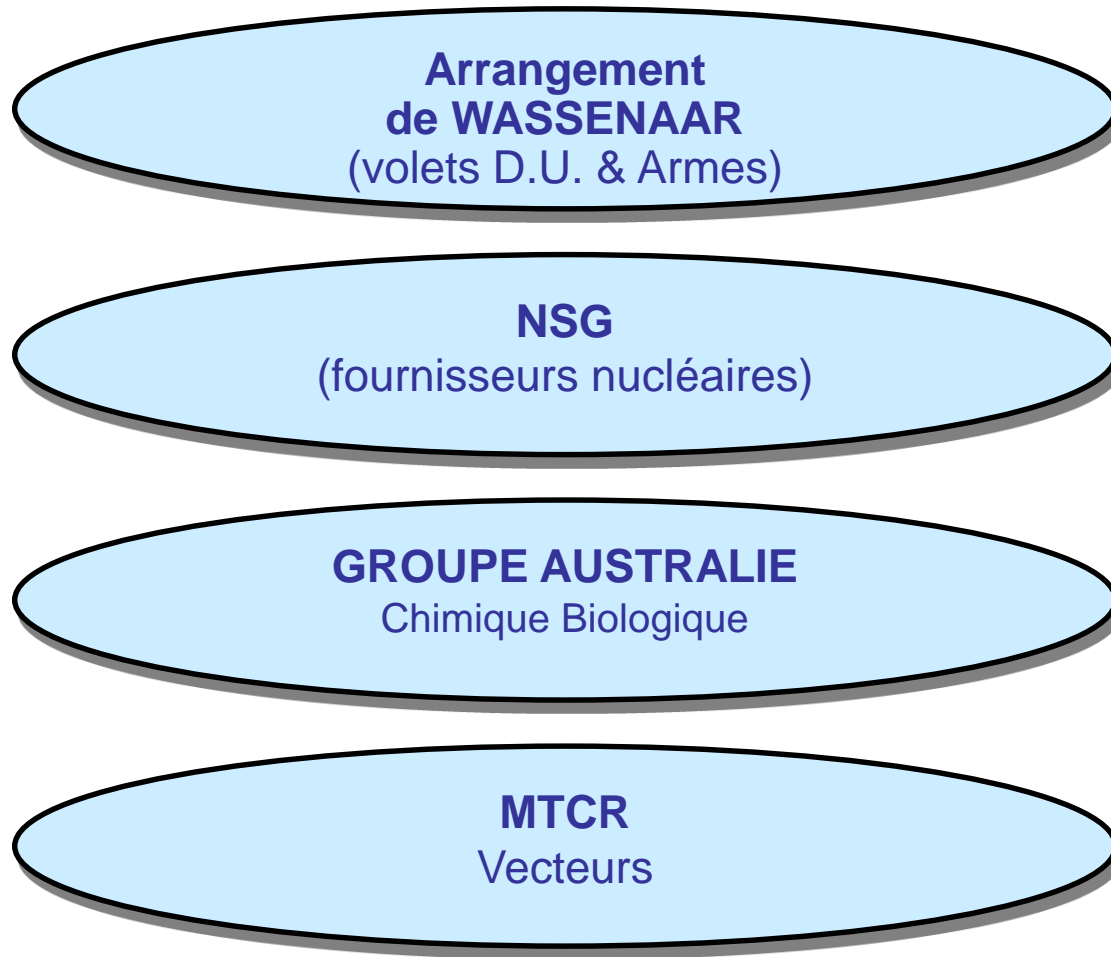
III – Les biens à double usage et... les autres

- *Les régimes de sanctions (Syrie, Iran, Russie)*
- *Les droits de l'homme*
- *L'extinction des licences L02 (hélicoptères et gaz lacrymogènes)*

IV – Performances du SBDU

- *Meilleurs délais de réponse pour les licences individuelles*
- *Délais de réponse aux demandes spécifiques (DHL) en constante diminution, malgré une augmentation du nombre de celles-ci*
- *Le SBDU remporte l'appel d'offres Outreach de l'Union Européenne*
- *EGIDE*
- *2015 : Poursuite des simplifications : modifications des textes et reprise des LG*

Ila. Les (4) régimes internationaux de contrôle



Ila. Les (4) régimes internationaux de contrôle

L'Arrangement de Wassenaar (W.A.)

Succède au COCOM (Coordinating Committee for Multilateral Strategic Export Controls) en 1996 - 40 Etats participants

Contrôle des matériels de guerre et des biens à double usage conventionnels (tous ceux qui ne sont pas traités par les autres régimes)

- Listes détaillées de BDU révisées annuellement (consensus entre Etats participants):
 - liste normale
 - liste sensible
 - liste très sensible
- Système de notification des refus d'exportation vers des Etats non-participants



Ila. Les (4) régimes internationaux de contrôle

Le NSG (Nuclear Suppliers Group)



Créé en 1974 - 45 Etats participants

Réglemente les transferts de produits nucléaires et connexes par les États parties

- Règles communes entre les fournisseurs de matières, d'équipements et de technologies nucléaires sans entraver le commerce
- 2 listes d'équipements, matières et technologies :
 - Partie 1 : exclusivement conçus pour usage nucléaire
 - Partie 2 : à « *double usage* » (i.e. : pouvant avoir une utilisation de type nucléaire)
- Activités de sensibilisation (outreach)

Ila. Les (4) régimes internationaux de contrôle

Le Groupe Australie

Créé en 1985 - 41 participants

Contrôle des biens à double usage chimique et biologique (repose sur la Convention d'interdiction des armes biologiques et la Convention d'interdiction des armes chimiques)

➤ **Trois listes de contrôle :**

- Liste des agents biologiques : virus, bactéries...
- Liste des produits chimiques (précurseurs)
- Liste des équipements biologiques et chimiques



➤ **Lignes directrices du Groupe Australie :**

- Éléments communs d'analyse des demandes d'exportation
- Contrôle de l'utilisation finale
- Échanges entre Etats-parties
- Notification des refus entre Etats-parties

➤ **Outils communs de sensibilisation ("Outreach") :**

- Guide à destination des autorités de contrôle
- Guide sur les transferts intangibles de technologies en cours d'élaboration
- Visites de sensibilisation dans des Etats non-membres (Chine, Russie...

Ila. Les (4) régimes internationaux de contrôle

Le MTCR (Missile Technology Control Regime)



Créé en 1978 - 34 participants

- Contrôle des biens et technologies susceptibles de participer à la fabrication de vecteurs d'ADM (le régime vise principalement les missiles et drones)
- Le Régime repose sur l'adhésion à des règles communes d'exportation, les Directives, qui s'appliquent à une liste commune d'articles, l'Annexe, qui est périodiquement mise à jour pour tenir compte des évolutions technologiques.
- L'Annexe distingue:
 - la catégorie I: les systèmes complets, capables de transporter une charge d'au moins 500 kg sur une distance d'au moins 300 km + sous-systèmes complets. Forte présomption de refus
 - la catégorie II : des systèmes moins sensibles, en particulier les systèmes d'une portée d'au moins 300 km, indépendamment de leur charge utile. En principe refus si utilisation à des fins militaire
- Activités d'outreach menées par la Présidence du régime

IIb. Le règlement (CE) n°428/2009

Le règlement (CE) n°428/2009, fondement juridique du régime communautaire sur les biens à double usage

- reprise des listes des 4 Régimes
- chaque Etat membre décline au niveau national sa mise en œuvre
- un référentiel commun au sein de l'UE 27
 - condition préalable à la libre-circulation des BDU dans l'UE
 - condition essentielle d'un contrôle efficace des exportations hors UE
- les autorisations d'exporter sont de la responsabilité des Etats membres
- des biens non listés peuvent éventuellement être interdits à l'exportation ou soumis à licence, avec la clause dite « attrape-tout », Cf. Art 4.1 et 4.2

Article 4

1. L'exportation des biens à double usage ne figurant pas sur la liste de l'annexe I est soumise à autorisation si les autorités compétentes de l'Etat membre où l'exportateur est établi ont informé celui-ci que les biens en question sont ou peuvent être destinés, en tout ou partie, à contribuer à la mise au point, à la production, au maniement, au fonctionnement, à l'entretien, au stockage, à la détection, à l'identification ou à la dissémination d'armes chimiques, biologiques ou nucléaires ou d'autres dispositifs nucléaires explosifs ou à la mise au point, à la production, à l'entretien ou au stockage de missiles pouvant servir de vecteurs à de telles armes.

IIb. Le règlement (CE) n°428/2009

Une partie réglementaire simple.

29.5.2009 FR Journal officiel de l'Union européenne L 134/1

I

(Actes pris en application des traités CE/Euratom dont la publication est obligatoire)

RÈGLEMENTS

RÈGLEMENT (CE) N° 428/2009 du Conseil

du 5 mai 2009

instituant un régime communautaire de contrôle des exportations, des transferts, du courtage et du transit de biens à double usage

(refonte)

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 133,

vu la proposition de la Commission,

considérant ce qui suit:

(1) Le règlement (CE) n° 1334/2000 du Conseil du 22 juin 2000 instituant un régime communautaire de contrôle des exportations de biens et technologies à double usage ⁽¹⁾ a été modifié à plusieurs reprises et de façon substantielle. Étant donné que de nouvelles modifications s'imposent, il convient, dans un souci de clarté, de procéder à la refonte

(5) La responsabilité des décisions relatives aux autorisations d'exportation individuelles, globales ou générales nationales, aux autorisations de services de courtage, au transit de biens à double usage non communautaires ou aux autorisations de transfert, au sein de la Communauté, de biens à double usage figurant sur la liste de l'annexe IV incombe aux autorités nationales. Les mesures et les décisions nationales qui ont une incidence sur les exportations de biens à double usage doivent être arrêtées dans le cadre de la politique commerciale commune, et notamment dans le cadre du règlement (CEE) n° 2603/69 du Conseil du 20 décembre 1969 portant établissement d'un régime commun applicable aux exportations ⁽²⁾.

(6) Les décisions relatives à la mise à jour de la liste commune des biens à double usage soumis à des contrôles d'exportation doivent être conformes aux obligations et engage-

Le règlement CE428/2009 est modifié par :

- Le règlement (UE) N°1232/2011

(autorisations générales d'exportation)

~~- Le règlement (UE) N°388/2012~~

~~(liste des biens)~~ Abrogé

- Le règlement (UE) N°1382/2014

(liste des biens)

IIb. Le règlement (CE) n°428/2009

Le Règlement CE 428/2009 décrit les principes du contrôle sur 28 articles : Retenez le 4.

29.5.2009	FR	Journal officiel de l'Union européenne	L 134/3
(19) Chaque État membre devrait déterminer des sanctions efficaces, proportionnées et dissuasives à appliquer en cas d'infraction aux dispositions du présent règlement,		l'envoi du produit hors du territoire douanier de la Communauté;	
A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:		ii) qui décide de transmettre ou de mettre à disposition des logiciels ou des technologies par voie électronique, y compris par télécopieur, téléphone, courrier électronique ou tout autre moyen électronique vers une destination à l'extérieur de la Communauté.	
CHAPITRE I			
OBJET ET DÉFINITIONS			
Article premier		Lorsque le bénéfice d'un droit de disposer des biens à double usage appartient à une personne établie en dehors de la Communauté selon le contrat sur lequel l'exportation est fondée, l'exportateur est réputé être la partie contractante établie dans la Communauté;	
Le présent règlement institue un régime communautaire de contrôle des exportations, des transferts, du courtage et du transit de biens à double usage.		4) «déclaration d'exportation», l'acte par lequel une personne manifeste, dans les formes et les modalités prescrites, sa volonté de placer des biens à double usage sous le régime de l'exportation;	
Article 2		5) «service de courtage»:	
Aux fins du présent règlement, on entend par:		— la négociation ou l'organisation de transactions en vue de l'achat, la vente ou la fourniture des biens à double usage d'un pays tiers vers un autre pays tiers, ou	
1) «biens à double usage», les produits, y compris les logiciels et les technologies, susceptibles d'avoir une utilisation tant civile que militaire; ils incluent tous les biens qui peuvent à la fois être utilisés à des fins non explosives et entrer de manière quelconque dans la fabrication d'armes nucléaires ou d'autres dispositifs nucléaires explosifs;			

IIb. Le règlement (CE) n°428/2009

Le règlement (CE) n°428/2009 décrit la liste des biens contrôlés à son annexe 1 (2 200 entrées). La nouvelle version de cette annexe fait l'objet d'une modification du règlement ((UE) n°1382/2012)

L 134/12

FR

Journal officiel de l'Union européenne

29.5.2009

ANNEXE I

Liste visée à l'article 3 du présent règlement

LISTE DES BIENS À DOUBLE USAGE

La présente liste met en œuvre les accords internationaux sur le contrôle des biens à double usage, comprenant l'arrangement de Wassenaar, le régime de contrôle de la technologie des missiles (RCTM), le Groupe des fournisseurs nucléaires (GFN), le Groupe Australie et la convention sur les armes chimiques (CAC).

30.12.2014

FR

Journal officiel de l'Union européenne

L 371/1

II

(Actes non législatifs)

RÈGLEMENTS

RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) N° 1382/2014 DE LA COMMISSION

du 22 octobre 2014

modifiant le règlement (CE) n° 428/2009 du Conseil instituant un régime communautaire de contrôle des exportations, des transferts, du courtage et du transit de biens à double usage

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (CE) n° 428/2009 du Conseil du 5 mai 2009 instituant un régime communautaire de contrôle des exportations, des transferts, du courtage et du transit de biens à double usage⁽¹⁾, et notamment son article 15,

Nouveau
2012

RENouveau
2014



IIb. Le règlement (CE) n°428/2009

Les biens sont listés à travers une nomenclature (très, très) détaillée :

Liste visée à l'article 3 du présent règlement

LISTE DES BIENS À DOUBLE USAGE

La présente liste met en œuvre les accords internationaux sur le contrôle des biens à double usage, comprenant l'arrangement de Wassenaar, le régime de contrôle de la technologie des missiles (RCTM), le Groupe des fournisseurs nucléaires (GFN), le Groupe Australie et la convention sur les armes chimiques (CAC).

TABLE DES MATIÈRES

Notes

Acronymes et abréviations

Définitions

Catégorie 0 Matières, installations et équipements nucléaires

Catégorie 1 Matières spéciales et équipements apparentés

Catégorie 2 Traitement des matériaux

Catégorie 3 Électronique

Catégorie 4 Ordinateurs

Catégorie 5 Télécommunications et "sécurité de l'information"

Catégorie 6 Capteurs et lasers

Catégorie 7 Navigation et aéro-électronique

Catégorie 8 Marine

Catégorie 9 Aérospatiale et propulsion

IIb. Le règlement (CE) n°428/2009

Les biens sont listés à travers une nomenclature (trop ?) détaillée :

- a. un col d'entrée égal ou supérieur à 380 mm;
- b. une capacité de pompage égale ou supérieure à 15 m³/s; et
- c. la capacité de produire un vide final meilleur que 13 mPa.

Notes techniques:

- 1. La capacité de pompage est déterminée au point de mesure avec de l'azote ou de l'air.
- 2. Le vide final est déterminé à l'entrée de la pompe, l'entrée de la pompe étant fermée.

2B232 Canons multiétage à gaz léger, ou autres systèmes à canon à grande vitesse (systèmes à bobine, électromagnétiques ou électrothermiques, et autres systèmes avancés) capables d'accélérer des projectiles jusqu'à 2 km/s ou plus.

2B350 Installations, équipements et composants pour la production de substances chimiques, comme suit:

- a. réacteurs ou cuves de réaction, avec ou sans agitateurs, d'un volume (géométrique) interne total supérieur à 0,1 m³ (100 litres) et inférieur à 20 m³ (20 000 litres), dans lesquels toutes les surfaces venant en contact direct avec les substances chimiques contenues ou à produire sont constituées de l'un des matériaux suivants:
 - 1. 'alliages' contenant plus de 25 % en poids de nickel et 20 % en poids de chrome;
 - 2. fluoropolymères (matériaux polymères ou élastomères contenant plus de 35 % en poids de fluor);
 - 3. verre (y compris revêtement vitrifié, émaillé ou en verre);
 - 4. nickel ou 'alliages' contenant plus de 40 % en poids de nickel;
 - 5. tantale ou 'alliages' de tantale;

IIb. Le règlement (CE) n°428/2009



D'un point de vue administratif, le règlement définit les différents types d'autorisations :

- ✓ Licences individuelles
- ✓ Licences générales communautaires
- ✓ Licences générales nationales
- ✓ **Licences globales :**

Le règlement laisse aux pays le soin de préciser les « détails » ou de définir des mesures nationales :

- ✓ Durée
- ✓ Modalités de prolongation
- ✓ Portée technique (catégorie)
- ✓ Quantité
- ✓ Mesures nationales

Le règlement laisse aux pays le soin de préciser les « détails » :

Cette latitude introduit des distorsions, notamment en termes de compétitivité. Revue en cours des contraintes et des mesures nationales

Les licences globales :

- Il s'agit de conventions "**sur mesure**", négociée avec une entreprise, en fonction de ses exportations régulières: produits identifiés, pays de destination déterminés, flux substantiels
- Le contrôle "Licence" se fait a posteriori (gain de temps; procédures ne gênant pas les prospects; gain de compétitivité export)
- En échange, l'Entreprise doit coopérer en toute **transparence** et sans restriction avec les autorités de contrôle : procédure internes de contrôles, engagements personnels; bilans périodiques (à adresser au SBDU).

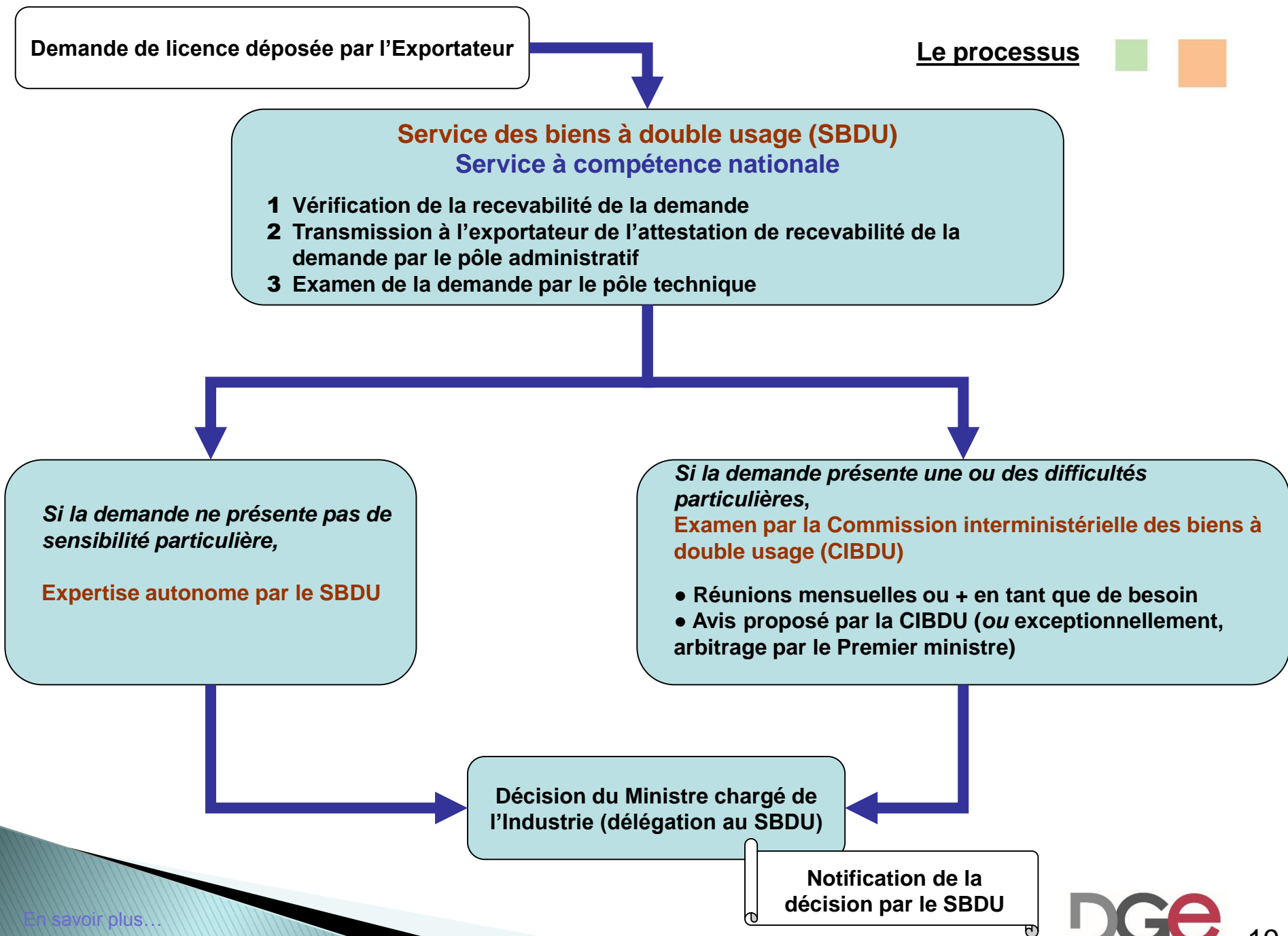
Ilc. La mise en œuvre nationale du contrôle



7 décrets et arrêtés parus au JORF en mars 2010

- **Création du Service des Biens à Double Usage (SBDU)**
 - service du MINEFI, placé sous l'autorité du Ministre chargé de l'Industrie
 - effectifs renforcés (→16) par mises à disposition de personnes de différents ministères
 - agents « BDU » du SETICE (Douanes) intègrent le SBDU
 - « interministérialité » fonctionnelle
- **Création de la Commission Interministérielle des Biens à Double Usage (CIBDU)**
 - présidence MAEE/ secrétariat SBDU
 - examen des dossiers les plus sensibles
 - avis fondés sur consensus du collège interministériel

Mission HESPEL lancée par le Premier ministre en septembre 2013



Ild. Ce que doivent retenir les exportateurs

Les exportateurs :

- ✓ Sont responsables du classement de leurs produits ;
- ✓ Doivent informer l'administration de projets d'exportation sensibles, concernant des biens à double usage même non classés (c'est-à-dire non repris à l'annexe I du règlement (CE) n°428/2009) : Article 4.4 ;
- ✓ Peuvent demander des licences globales sans voir préalablement déposé des licences individuelles ;
- ✓ N'ont pas à attendre la conclusion des contrats pour faire leur demandes de licences ;
- ✓ Disposent, avec les demandes de DHL (dossiers hors licence), de réponse adaptées à leurs demandes de renseignement (classement, situation vis-à-vis des embargos...).

Formulaire_Demande_exportateur_DHL-VS.pdf - [Formulaire_Demande_exportateur_DHL-VS] - SumatraPDF

Fichier Affichage Attendre Zoom Favoris Préférences Aide

Page: 1 / 3

Ministère de l'Economie, du Redressement productif
et de l'Economie numérique
Direction Générale de la Compétitivité,
de l'Industrie et des Services
SERVICE DES BIENS A DOUBLE USAGE
67, rue Barbès - BP 80001
94201 Ivry-sur-Seine CEDEX
Téléphone : 01 79 84 34 10
[Guide de l'exportateur](#)

DEMANDE D'EXAMEN D'UN DOSSIER HORS LICENCE

Cette fiche doit être remplie en français et caractères dactylographiés, et envoyée par courriel à doublusage@finances.gouv.fr

RECAPITULATIF

Exportateur :
Désignation du/des biens :
Objet de la demande :
Pays de destination finale :
Utilisateur final :

I/la EXPORTATEUR

Article 4.4

Si un exportateur a connaissance de ce que des biens à double usage ne figurant pas sur la liste de l'annexe I et qu'il entend exporter sont destinés, en tout ou partie, à l'un des usages visés aux paragraphes 1, 2 et 3, il est tenu d'en informer les autorités visées au paragraphe 1, qui décideront de l'opportunité de soumettre l'exportation concernée à autorisation.

Sommaire

I – Définitions

II – Le contrôle des exportations de biens à double usage

- *Les 4 régimes de contrôle en « amont » de la réglementation*
- *Le règlement communautaire 428/2009 modifié*
- *La mise en œuvre nationale du contrôle*
- *Ce que doivent retenir les exportateurs*

III – Les biens à double usage et... les autres

- *Les régimes de sanctions (Syrie, Iran, Russie)*
- *Les droits de l'homme*
- *L'extinction des licences L02 (hélicoptères et gaz lacrymogènes)*

IV – Performances du SBDU

- *Meilleurs délais de réponse pour les licences individuelles*
- *Délais de réponse aux demandes spécifiques (DHL) en constante diminution, malgré une augmentation du nombre de celles-ci*
- *Le SBDU s'exporte lui-même en remportant l'appel d'offres Outreach de l'Union Européenne*
- *EGIDE : bientôt des demandes de licences électroniques*
- *2015 : Poursuite des simplifications : modifications des textes et reprise des LG*

IIIa – Les régimes de sanctions



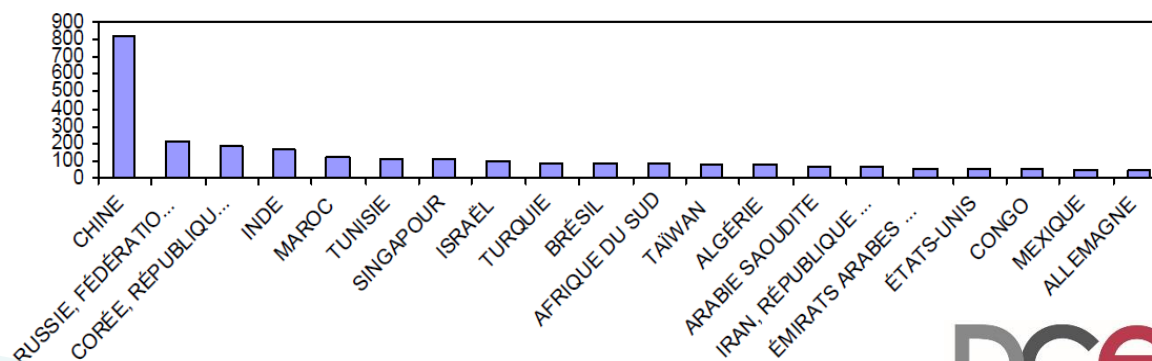
Pays	Gel avoirs	Embargos sectoriels	Embargo militaire	Equipements de répression interne
Biélorussie	x		x	x
Corée du Nord	x	x	x	x
Iran	x	x	x	x
Russie	x	x	x	
Syrie	x	x	x	x

Embargo de fait sur les ventes d'armes à la Chine

La liste intégrale est consultable à l'adresse suivante :

http://www.tresor.economie.gouv.fr/8465_tableau-recapitulatif-des-mesures-restrictives-par-pays

Nombre de licences notifiées, par principaux pays de destination



IIIa – Les régimes de sanctions – L'Iran



Le règlement Iran (UE) n°267/2012 (modifié) :

- Restreint sensiblement les biens exportables selon le Règlement 428/2009 modifié
- Si le règlement (CE) n°428/2009 se limite à une classification des biens, le Règlement 267/2012 introduit une liste noire (utilisateurs finaux)
- Les demandes d'autorisation font régulièrement l'objet de la clause « attrape-tout »
- Certaines subtilités délicates à interpréter et mettre en œuvre
 - « équipements et technologies clés »
 - « secteurs essentiels des industries du pétrole et du gaz naturel »
- Conformité au regard des sanctions financières, en plus de la conformité au DU (voir <http://www.tresor.economie.gouv.fr/sanctions-financieres-internationales>)

IIIa – Les régimes de sanctions – La Russie



Le règlement Russie (UE) n°833/2014 (modifié) :

- Interdit les cessions de biens à DU repris à l'annexe I du R 428/2009 pour des UF militaires ;
- Interdit, pour certaines UF (pétrole en Arctique et schiste bitumeux), la vente d'équipements listés à son annexe II ;
- Sanctions financières, embargo sur les ventes d'armes... avec clause grand-père
- Ne doit pas altérer les relations dans le domaine de l'aéronautique civile et de l'espace

IIIb – Les droits de l’homme



Le R 428/2009 intègre de plus en plus de provisions relatives aux droits de l’homme :

- **Article 8** : « Un État membre peut interdire ou soumettre à autorisation l’exportation des biens à double usage ne figurant pas sur la liste de l’annexe I pour des raisons liées à la sécurité publique ou à la sauvegarde des droits de l’homme. »
- **Intercepteurs de télécommunications (voix et IP) :**
 - JORF n°0283 du 6 décembre 2013 page 19924 - texte n° 117
Avis aux exportateurs d’équipements d’interception de télécommunications mobiles et de surveillance de communications sur réseau IP ;
 - Intégrés en grande partie à la dernière version de l’annexe I du R428/2009 (Règl. UE 1382/2014)

Illc – L'extinction des licences L02



Le dispositif (hélicos et gaz lacrymogènes) a été abrogé en juillet dernier :

- Contrôle extensif, unique en Europe ;
- Circuit administratif spécifique ;
- Uniformisation des procédures et informatisation ;
- Les dispositions du R 428/2009 (son article 8) rendent possible les contrôle des hélicoptères et gaz lacrymogènes ;
- Pour les hélicoptères, les pays de destinations soumis à contrôle sont ceux de l'avis aux exportateurs du PM (dernier en date du 1^{er} novembre) :
 - Biélorussie, Birmanie, République centrafricaine, République populaire de Chine, République démocratique du Congo (Congo-Kinshasa), République démocratique populaire de Corée (Corée du Nord), Côte d'Ivoire, Erythrée, Irak, Iran, Liban, Liberia, Libye, Russie, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Syrie, Zimbabwe

Sommaire

I – Définitions

II – Le contrôle des exportations des biens à double usage

- *Les 4 régimes de contrôle en « amont » de la réglementation*
- *Le règlement communautaire 428/2009 modifié*
- *La mise en œuvre nationale du contrôle*
- *Ce que doivent retenir les exportateurs*

III – Les biens à double usage et ... les autres

- *Les régimes de sanctions (Syrie, Iran, Russie)*
- *L'extinction des licences L02 (hélicoptères et gaz lacrymogènes)*
- *Les droits de l'homme*

IV – Performances du SBDU

- *Meilleurs délais de réponse pour les licences individuelles*
- *Délais de réponse aux demandes spécifiques (DHL) en constante diminution, malgré une augmentation du nombre de celles-ci*
- *Le SBDU s'exporte lui-même en remportant l'appel d'offres Outreach de l'Union Européenne*
- *EGIDE : bientôt des demandes de licences électroniques*
- *2015 : Simplifications en vue*

IV – Performances du SBDU



Effectifs : 18

Pays	Nombre de licences	Employés	Exposition médiatique
Allemagne	9000	200	Syrie, Chimique (2014)
France	4000	35 (18+18)	Lybie, intercepteurs (2011)
Royaume-Uni	4000 (est)	60	Syrie, Chimique (2014)

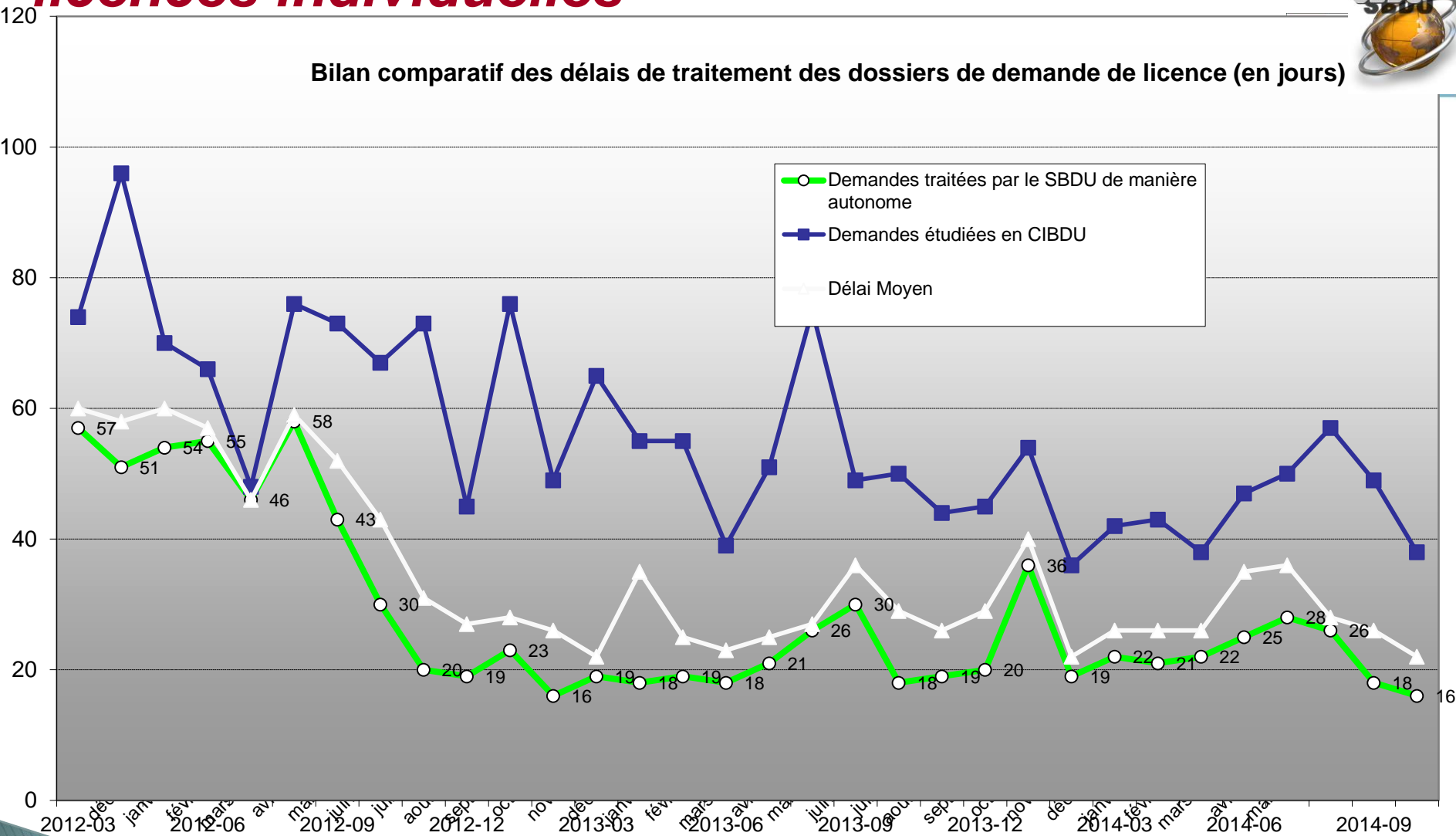
Contentieux :

Contentieux	2011	2012	2013	2014
Nombre	1	1	0	2
Jugement	OK	Eteint		1 Eteint, 1 en cours

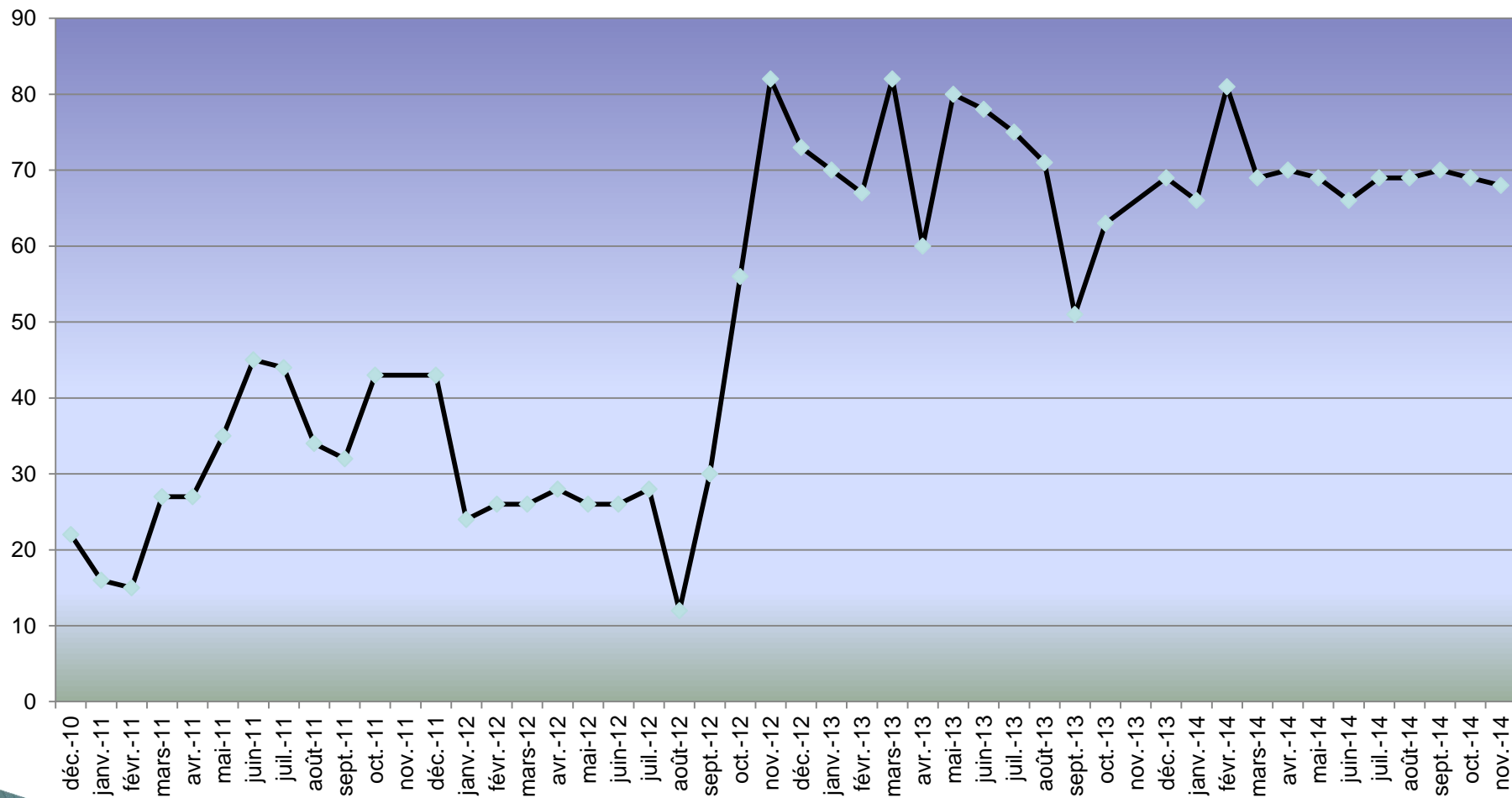
IVa - Meilleurs délais de réponse pour les licences individuelles



Bilan comparatif des délais de traitement des dossiers de demande de licence (en jours)



IVa - Meilleurs délais de réponse pour les licences individuelles (% de réponse dans le mois)



IVb - Délais de réponse aux demandes spécifiques (DHL)



En amont des demandes de licences, le SBDU instruit des « dossiers hors licence », au travers desquels il statue sur le cadre réglementaire de projets d'exportations.

Les dossiers sont de plusieurs types :

- Demande de classement d'un bien ;
- Régimes de sanctions
- Blocage en douanes ;



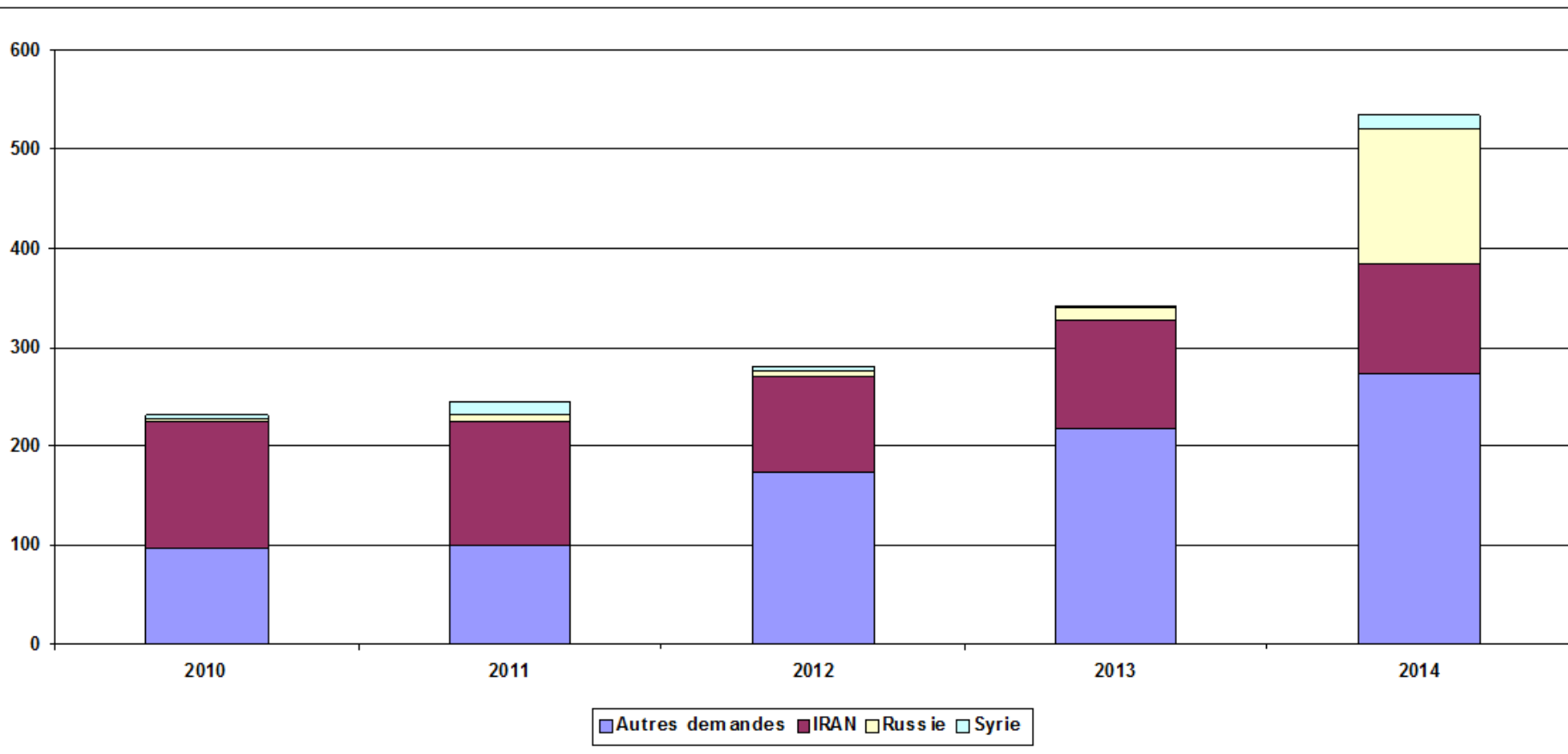
Plus de 50 % des dossiers concernent des projets d'exportation à destination de l'Iran et la Russie.

Les avis rendus sont de type :

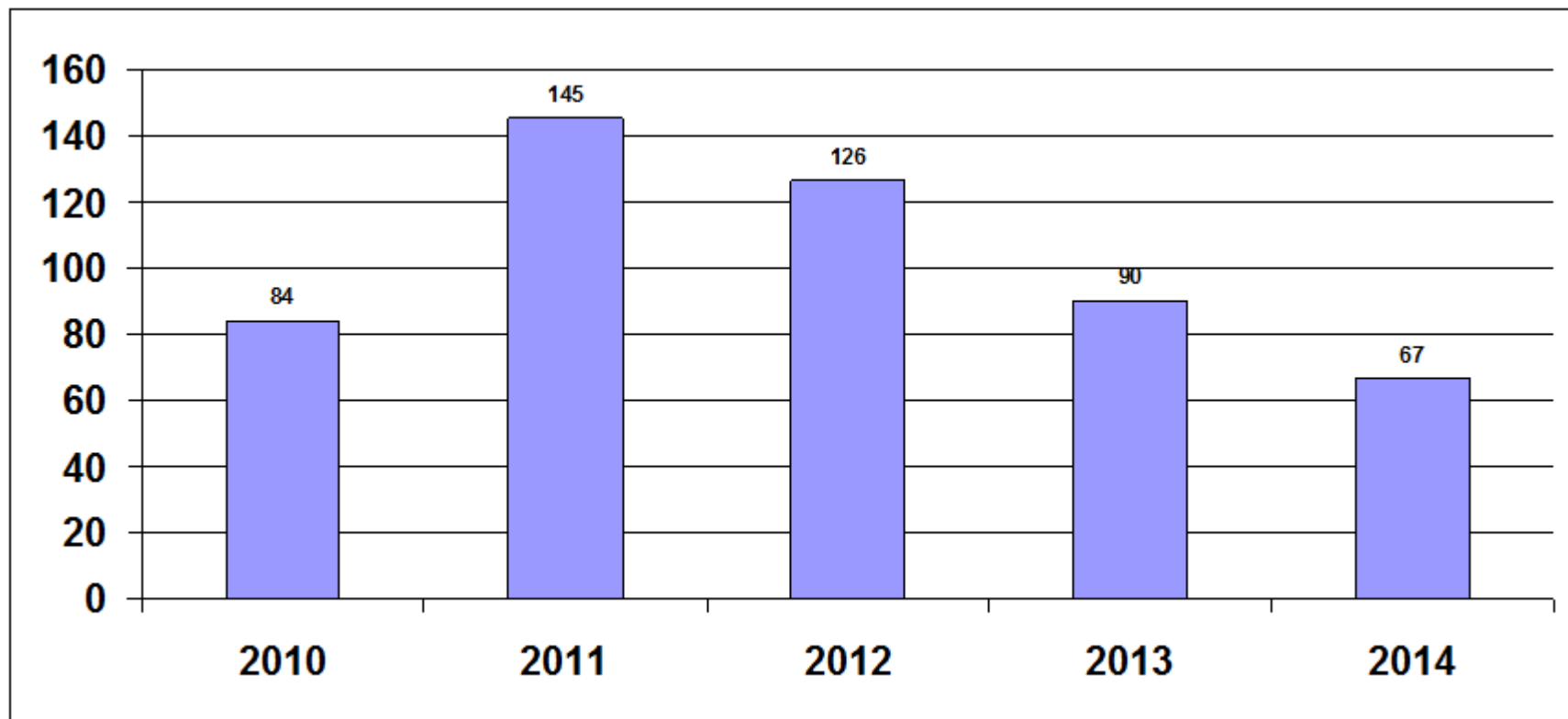
- bien « non soumis »,
- bien listé / nécessité de déposer une demande de licence,
- mise en œuvre de la clause « attrape-tout » / nécessité de déposer une demande de licence.

Plus de 600 dossiers hors licence sont maintenant instruits chaque année par le SBDU

IVb - Délais de réponse aux demandes spécifiques (DHL)



IVb - Délais de réponse aux demandes spécifiques (DHL)



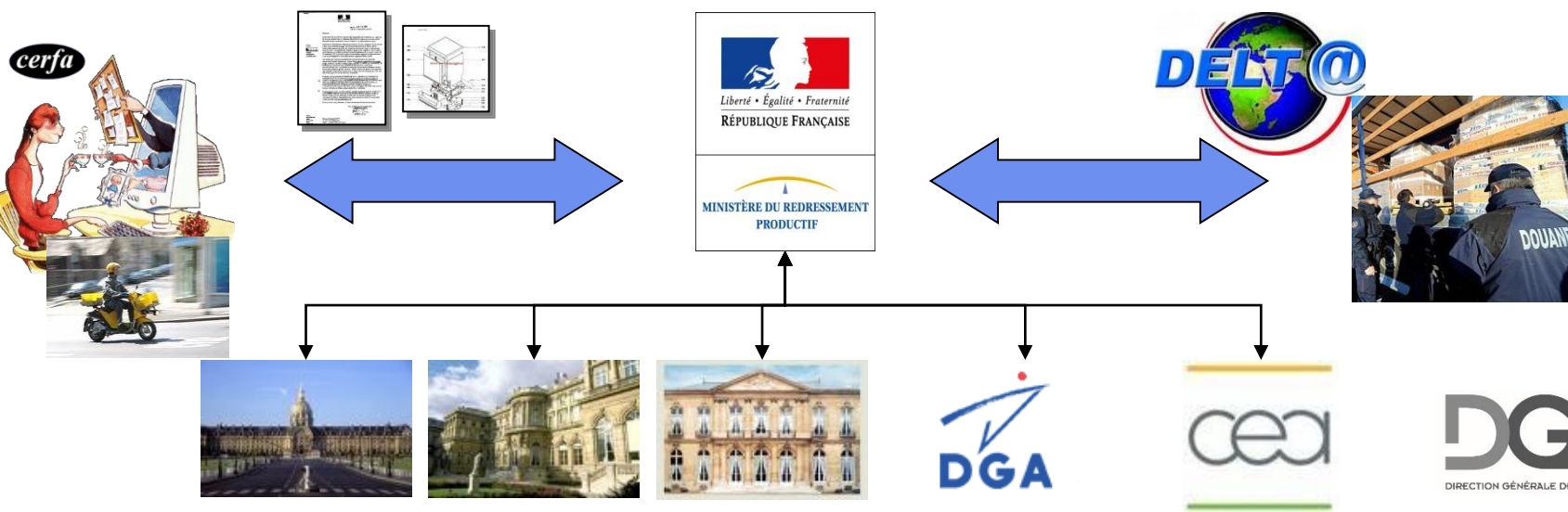
IVc - Avec FEI, le SBDU a remporté l'appel d'offres de l'UE OUTREACH en novembre 2014

- Ce succès met un terme à 10 ans de prestations assurées sans discontinuer par le BAFA (Allemagne) ;
- 18 mois, 21 pays bénéficiaires ;
- Partenaires : UK, B, Suède ;
- Soutien du Ministre ;
- Supplément de charge à absorber.

IVd - La dématérialisation avec EGIDE

* Enregistrement et Gestion Interministériels des Dossiers à l'Export

- Les objectifs de la dématérialisation sont multiples :
 - Faciliter le dépôt des demandes de licences;
 - Améliorer la visibilité et fluidifier les échanges Administration-Industrie tout au long du traitement des dossiers;
 - Faciliter les échanges et au sein de l'Administration, pour toutes les procédures d'exportations de biens à double usage;
 - Supprimer tous les délais liés aux actuels circuits papier;
 - Faciliter la vie des licences après délivrance;



Le projet EGIDE

Deux types d'accès

Accès depuis le site web Double-usage sur entreprises.gouv.fr



Le portail visiteur

Le portail exportateur





Accessible sans inscription, sans certificat électronique

- Accès à « usage unique »
- Dédié aux usagers occasionnels

Une fonctionnalité spécifique : « Poser une question au SBDU »

- Dépôt de dossier hors licence
 - Demandes de classement de bien
 - Demandes d'opportunité
 - Demandes dans le cadre de sanctions
 - ...
- Remplace les formulaires Word transmis par mail ou papier
- Pas d'interaction Exportateur-Administration une fois le dossier envoyé.
Echanges par mail uniquement
- Pas de tableaux de bord



Une gestion d'accès maîtrisée

- Accès sur inscription (avec certificat électronique). Choix d'un administrateur de l'entreprise
- Validation de l'inscription par le SBDU (sur site SBDU, avec accompagnement)
- Gestions des utilisateurs par l'administrateur de l'entreprise et de leurs droits spécifiques
- Gestion de sociétés multi-établissements
- Gestion des représentants

Des fonctionnalités couvrant tout le spectre des demandes des exportateurs

- Dépôt de tous les types de demandes
 - dossier hors licences
 - demande de licence individuelle
 - demande de licence générale
 - demande de licence globale et avenants
 - autorisations générale communautaire
- Suivi d'avancement des dossiers par tableaux de bord
- e-échanges avec le SBDU (sollicitations, compléments de dossier)
- Alertes push par sms/courriel
- Statistiques
- Et bien d'autres fonctionnalités à découvrir!

N° SIRET : 123 456 789-12345

Toutes les demandes Toutes les demandes Toutes les demandes Toutes les demandes Tous les utilisateurs

© Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services (Dgcis) 2013

Egide - Saisie d'un DHL

https://partners.sopragroup.com/maquette/html/FO/DanaInfo/slnvegide01.ptb.fr.sopra,Port=13080+FO-CU310-E03-Saisie_DHL.html

Google

Demande Biens Supplémentaires Documents

0 Informations du dossier

N° de dossier SBDU : **Créé à l'enregistrement**

N° de référence exportateur :

Pays concerné :

Objet de la demande :

1 Exportateur

N° SIRET (SIREN+NIC) : 123 456 789-12345

Type d'exportateur : Société

Raison sociale : SSH

Adresse : 14 BIS, Rue de Paris
75014 Paris

Téléphone :

Courriel :

Point de contact pour le suivi du dossier(nom, fonction et coordonnées) :

2 Destinaire

Le destinataire est-il connu ? : ☐ Oui ☐ Non

Rechercher un destinataire

Raison sociale * :

Adresse * :

Adresse (complément) :

Code postal : Ville * :

Drone * :

Maquette EGIDE

Saisie d'un dossier

Egide - Saisie d'un DHL

https://partners.sopragroup.com/maquette/html/FO/DanaInfo:slnvegide01.ptb.fr.sopra,Port=13080+FO-CU310-E03-Saisie_DHL.html

Demande Biens Supplémentaires Documents

0 Informations du dossier

N° de dossier SBDU : **Créé à l'enregistrement**

N° de référence exportateur :

Pays concerné :

Objet de la demande :

1 Exportateur

N° SIRET (SIREN+NIC) : **123 456 789-12345**

Type d'exportateur : **Société**

Raison sociale : **SSH**

Adresse : **14 BIS, Rue de Paris
75014 Paris**

Téléphone :

Courriel :

Point de contact pour le suivi du dossier(nom, fonction et coordonnées) :

Egide - Saisie d'un DHL

https://partners.sopragroup.com/maquette/html/FO/DanaInfo:slnvegide01.ptb.fr.sopra,Port=13080+FO-CU310-E03-Saisie_DHL.html

2 Destinataire

Le destinataire est-il connu ? : ☐ Oui ☐ Non

Raison sociale * :

Adresse * :

Adresse (complément) :

Code postal :

7 Informations diverses

Avez-vous déjà pris contact avec une autre administration française que le SBDU pour ce même projet ? : ☐ Oui ☐ Non

Si oui, laquelle ? :

(Douanes, Direction Générale du Trésor du Ministère de l'Economie, Défense, ANSSI...)

Le cas échéant, en indiquer la référence (numéro de courrier, courriel, ...):

Votre projet, ou le bien, fait-il ou a-t-il fait l'objet d'une instruction ou d'une décision de quelques nature (blocage en Douane, enquête, etc) ? : ☐ Oui ☐ Non

Si oui, merci de bien vouloir donner toute précision utile :

Stade d'avancement :

Date de la commande :

Date réelle d'expédition du bien :

Urgence signalée : ☐

8 Signature

Fait à * : , le JJ/MM/AAAA

Nom et prénom du demandeur : **Rempli lors du dépôt effectif de la demande avec le nom et prénom de la personne déposant la demande**

Société et adresse (si différent du point de contact de l'exportateur - bloc 1):

Fonction dans la société :

Retour Annuler Enregistrer Imprimer

Supprimer Transmettre la demande

service-public.fr legifrance.gouv.fr gouvernement.fr france.fr

Accessibilité

© Direction générale de la compétitivité, de l'Industrie et des services (Dgci) 2013

Maquette EGIDE


41

Enregistrement/transmission d'un dossier

Egide - Consultation du dossier

https://partners.sopragroup.com/maquette/html/FO/DanaInfo=slnxegide01.ptb.fr.sopra,Port=13080+FO-CU320-E01-Consultation_dossier_depote.html

Google



Egide

SERVICE DES BIENS À DOUBLE USAGE

Administrateur Exportateur

Gestion des dossiersAdministrationMon coffre-fortStatistiques

Recherche

Accéder au dossier n°

ACCUEIL > CONSULTATION DU DOSSIER

Une demande de complément a été émise par le SBDU. Merci de compléter votre demande.

Détails de la demande

N° de dossier SBDU : GMC-CMK01531

Référence exportateur : RéférenceXX

Type de dossier : Demande hors licence

Pays :

Produit : Graphite et matériaux céramiques

Statut du dossier : Statut du dossier

Date de dépôt : 28/01/2013

Décision

Date de notification : JJ/MM/AAAA

Date de fin de validité : JJ/MM/AAAA

Annulation

Date de la demande d'annulation : 11/03/2014

Auteur de la demande d'annulation : Nom Prénom


Date de l'annulation : 11/03/2014

Motif de l'annulation : Annulation sur demande de l'exportateur

Demande de complément

Date : 11/03/2014

Motif de la demande : Pouvez-vous nous fournir votre document KBis?


Intitulé du document	Document	Date de dépôt	Taille (Ko)	Actions
Kbis	Nom_Document_1.pdf	01/02/14	123	

Maquette EGIDE

Suivi d'un dossier en cours d'instruction au SBDU

Egide - Gestion du coffre-fort

https://partners.sopragroup.com/maquette/html/FO/DanaInfo=slnxegide01.ptbx.fr.sopra,Port=13080+FO-CU340-E01-Gestion_coffre_fort.html
Google


Egide
SERVICE DES BIENS À DOUBLE USAGE

Administrateur Exportateur

Gestion des dossiers
Administration
Mon coffre-fort
Statistiques











Recherche
Accéder au dossier n°

ACCUEIL > GESTION DU COFFRE-FORT

Tous les documents déposés dans le coffre-fort sont chiffrés.

Gestion du coffre-fort
Filtrage avancé

<<
<
1
2
3
>
>>

Intitulé du document	Document	Date de dépôt	Taille (Ko)	Actions
Kbis	Nom_Document_1.pdf	01/02/14	123	 
Lettre de contexte	Nom_Document_2.pdf	01/02/14	50	 
Acte d'engagement	Nom_Document_3.pdf	10/03/14	135	 
Certificat d'utilisation finale	Nom_Document_4.pdf	24/01/14	10	 
Documentation technique du produit N°34567	Nom_Document_5.pdf	24/01/14	23	 





<<
<
1
2
3
>
>>

Ajout d'un document

Intitulé du document * :

Document * :
Parcourir...
Aucun fichier sélectionné.

Ajouter

 service-public.fr
 legifrance.gouv.fr
 gouvernement.fr
 france.fr

RGAA Accessibilité

© Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services (Dgci) 2013

Maquette EGIDE Coffre-fort documentaire

[Gestion des dossiers](#)[Administration](#)[Mon coffre-fort](#)[Statistiques](#)

Recherche



3 ALERTES EN COURS

ACCUEIL > UTILISATEURS EXPORTATEUR

1 alerte

Utilisateurs exportateur

Ajouter un utilisateur +

Retour à l'accueil ←

Associer un certificat

Gérer les rôles

Coordonnées de l'utilisateur

Statut de l'utilisateur * : Utilisateur

Certificat présent : ☐ Oui ☒ Non

Date de fin de validité : JJ/MM/AAAA

Civilité * : Monsieur

Nom * : Perrot

Prénom * : Julien

Fonction * : Responsable de service

Date de début de fonction * :

Détails de la fonction * :

Adresse * :

Adresse (complément) :

Code Postal :

Téléphone fixe 1 :

Téléphone fixe 2 :

Téléphone portable :

Adresse courriel 1 * :

Adresse courriel 2 :

L'utilisateur souh

L'utilisateur s

[Gestion des dossiers](#)[Administration](#)[Mon coffre-fort](#)[Statistiques](#)

Recherche



3 ALERTES EN COURS

ACCUEIL > UTILISATEURS EXPORTATEUR > MODIFICATION DE L'UTILISATEUR > GESTION DES RÔLES DE L'UTILISATEUR

Coordonnées de l'utilisateur

Civilité : Monsieur

Nom : Perrot

Prénom : Julien

Fonction : Responsable de service

Rôles de l'utilisateur

☐ Tout Sélectionner

Gestionnaire des demandes en cours d'élaboration ?

☐

Dépositaire exportateur de demandes ?

☐

Gestionnaire des demandes déposées ?

☐

Gestionnaire du coffre-fort documentaire ?

☐

Gestionnaire statistiques exportateurs ?

☐

Gestionnaire du référentiel des destinataires ?

☐

Retour

Annuler

Valider

IVe - 2015 : Simplifications en vue



- **Durée de validité des licences augmentée et prolongation par lettre (2 fois un an) ;**
- **Mesures en faveur des OEA à l'étude ;**
- **Nouvelles licences générales**
- **Campagne licences globales ;**
- **Réduction du délai de « silence vaut refus ».**

Dispositions nationales complémentaires au règlement européen 428/2009

Arrêtés « Licence générale nationale »

- Arrêté du 18 juillet 2002 relatif à la licence générale « biens industriels » pour l'exportation des biens industriels relevant du contrôle stratégique communautaire ;
- Arrêté du 18 juillet 2002 relatif à la licence générale « graphite » pour l'exportation de graphite de qualité nucléaire ;
- Arrêté du 18 juillet 2002 relatif à l'exportation des biens à double usage chimiques et à la licence générale « produits chimiques » ;
- Arrêté du 14 mai 2007 relatif à la licence générale « produits biologiques » pour l'exportation de certains éléments génétiques et organismes génétiquement modifiés



- Arrêté du 31 juillet 2014 relatif à la licence générale « biens à double usage pour forces armées françaises
- Arrêté du 31 juillet 2014 relatif à la licence générale « Salons et Expositions » « Exportations et transferts au sein de l'Union européenne de biens à double usage importés pour la tenue de salons et d'expositions sous le régime douanier de l'admission temporaire »

Arrêtés sur la base de l'Article 8 du Règlement UE 428/2009



- Arrêté du 31 juillet 2014 relatif aux exportations d'hélicoptères et de leurs pièces détachées vers les pays tiers
- Arrêté du 31 juillet 2014 relatif aux exportations de gaz lacrymogènes et agents antiémeute vers les pays tiers

Merci de votre attention



Au cas où...



Le service des biens à double usage

Chef du SBDU

Adjoint

Pôle Administratif

Orienté et renseigne les exportateurs
Prépare les courriers d'avis de classement/catch all

Cellule Accueil Industrie

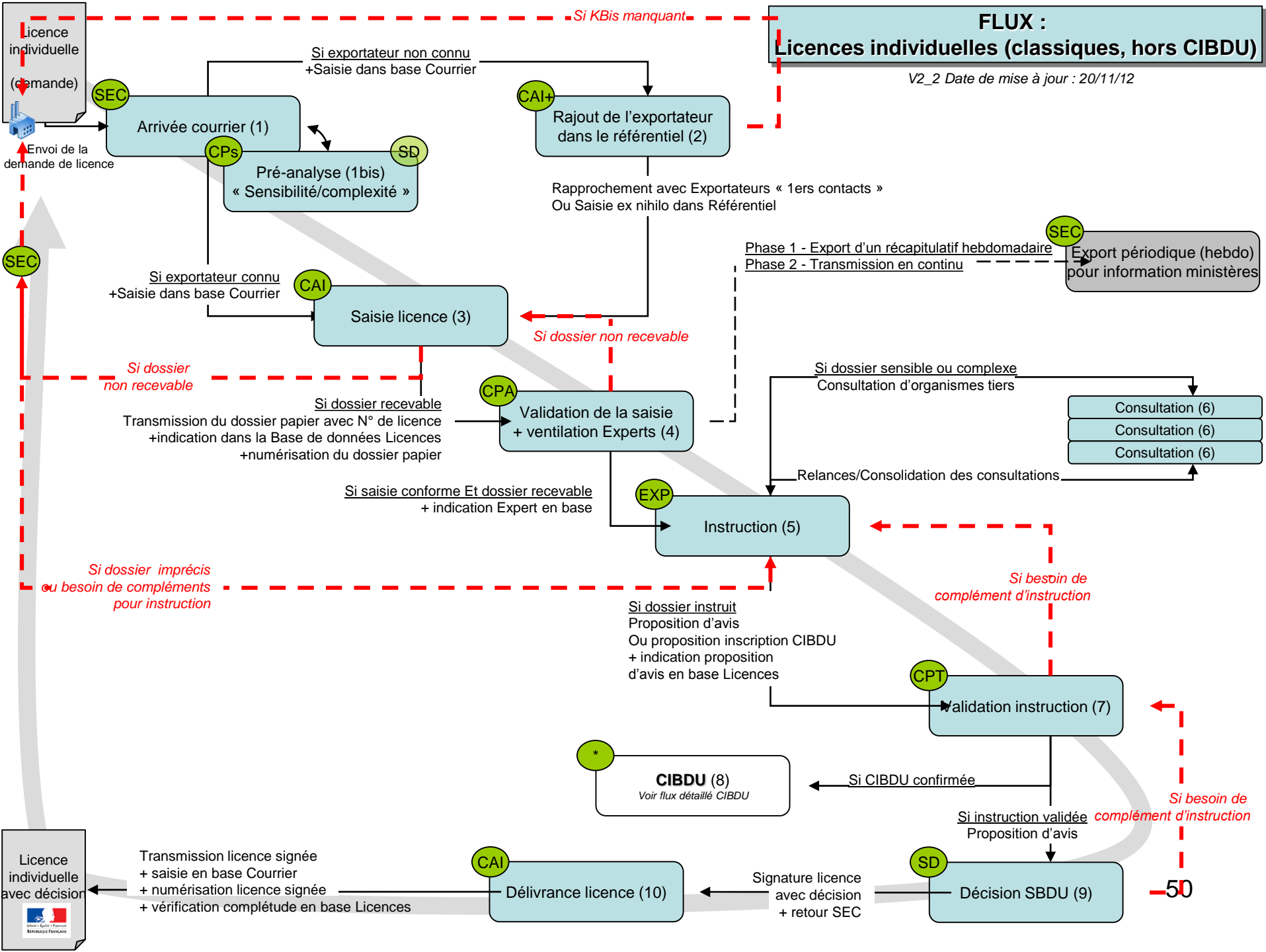
Enregistre les demandes reçues
Assiste/relance l'exportateur dans la phase de
construction/dépôt du dossier
Valide la recevabilité administrative
Délivre les licences

Pôle Technique

Instruit les demandes sur le fond
Echange avec les experts des autres ministères
Propose un avis
Accompagne les exportateurs dans la définition du
classement de leurs biens
Participent aux négociations internationales (régimes
de contrôle)

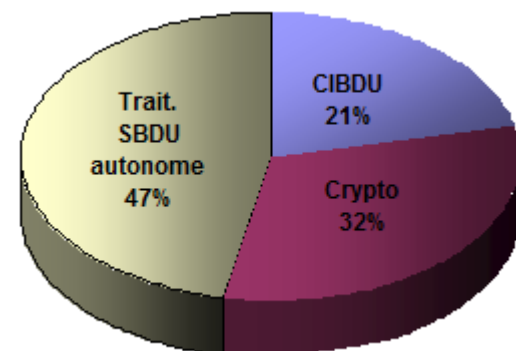
Personnels mis à disposition

Equipes intégrées
Facilitent les échanges avec le MAE, le MINDEF et le CEA





Répartition des demandes de licences individuelles par procédure



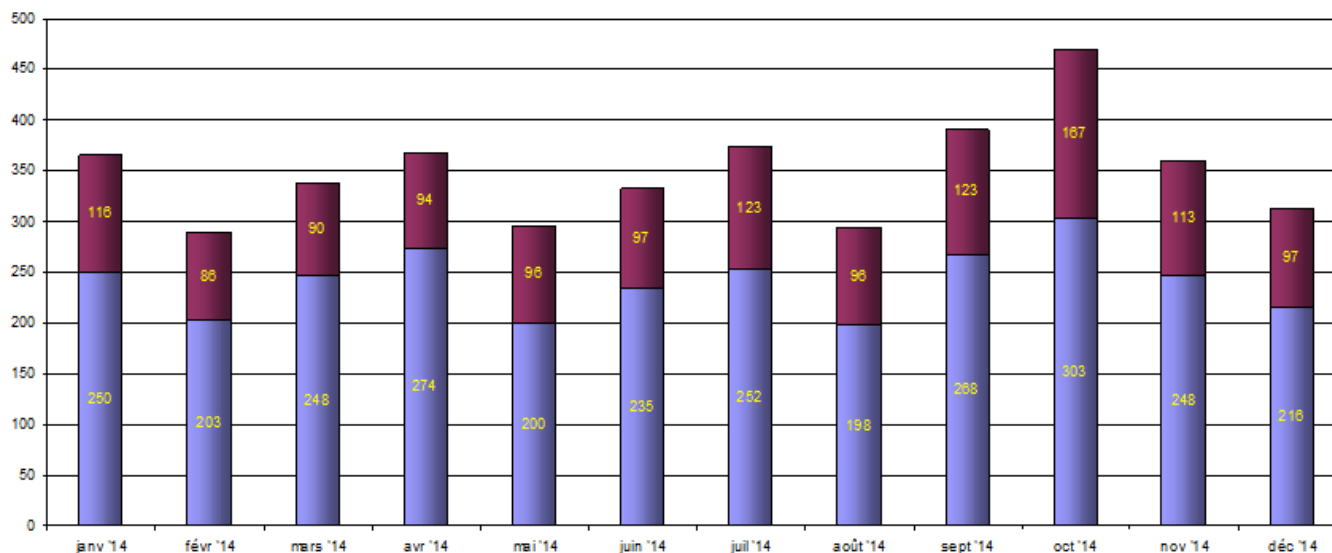
Service des biens à double usage

Tableau de bord "Licences individuelles" - Suivi mensuel du nombre de demandes de licences

Demandes de licences reçues du 01/01/2014 au 31/12/2014



Evolution du nombre de licences individuelles reçues par mois



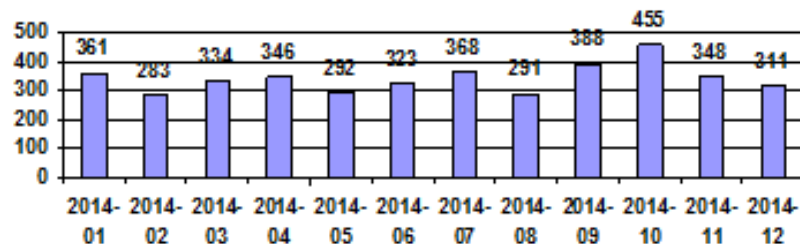


Service des biens à double usage

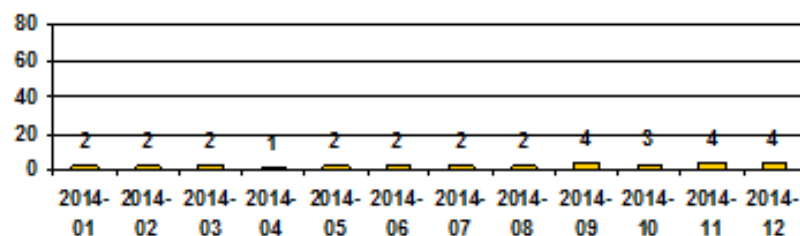
Tableau de bord "Licences individuelles" - Suivi mensuel de la volumétrie et des délais de traitement.

Période du 01/01/2014 au 31/12/2014

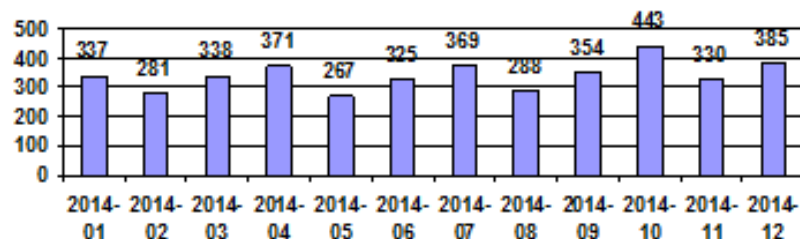
Nombre de demandes de licences reçues



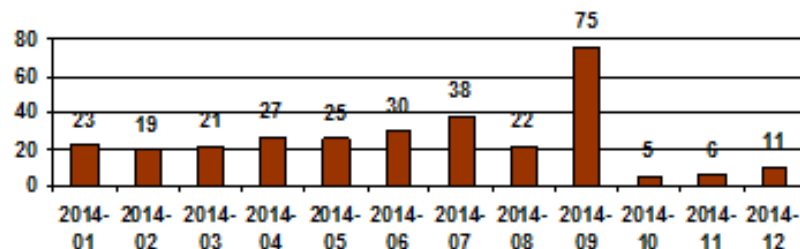
Délai moyen d'instruction administrative



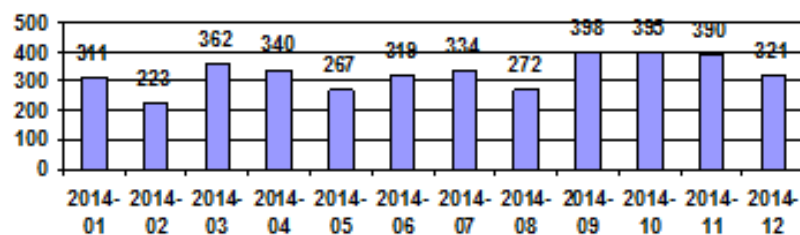
Nombre de demandes jugées administrativement recevables



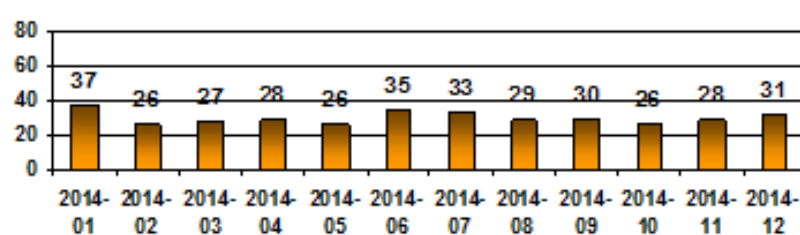
Délai moyen d'instruction technique



Nombre de notifications



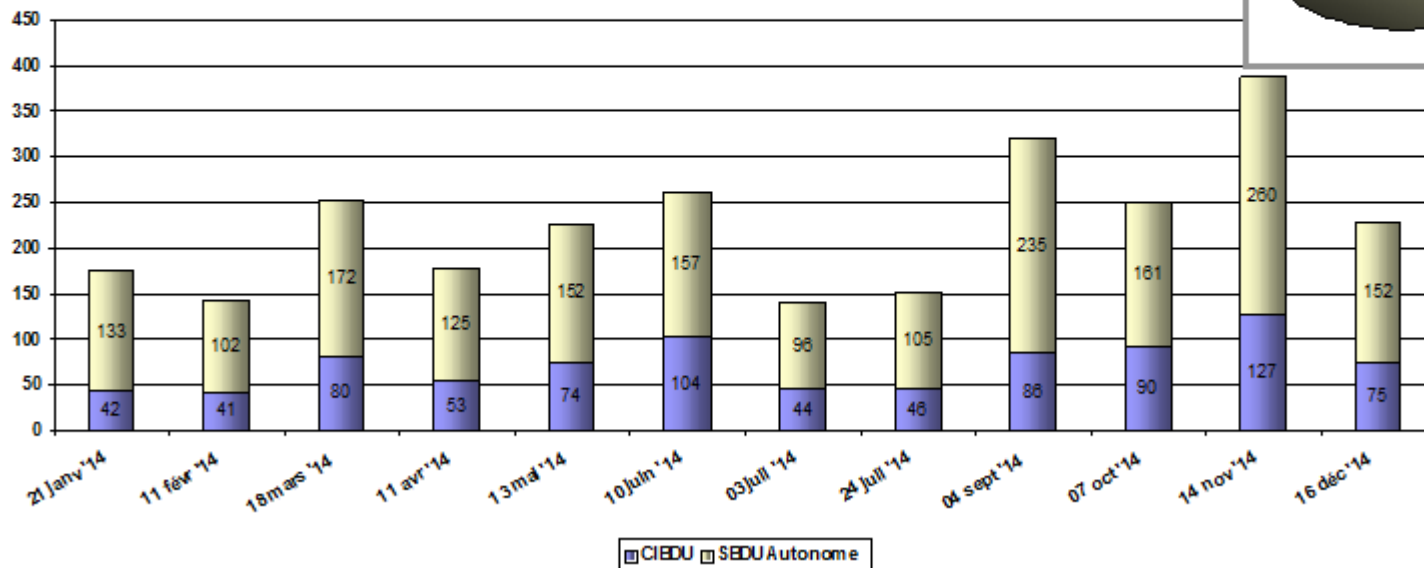
Délai moyen de traitement perçu par les exportateurs



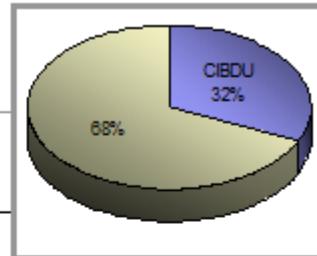


Processus CIBDU

Volumétrie et répartition des demandes licences par cycle de CIBDU *



Moyenne sur la période



Délais d'instruction, par procédure (hors vérification de la recevabilité administrative)

